

Mourad Preure. *Expert pétrolier et directeur du cabinet MP Strategy Consulting*

«L'Algérie a les moyens de s'imposer en tant qu'acteur énergétique»

L'économie nationale étant étroitement liée au marché pétrolier mondial, les fluctuations de ce dernier l'affectent directement. A travers cet entretien, l'expert Mourad Preure nous éclaire sur les tendances qui vont caractériser ce marché en 2010 et ses répercussions attendues sur l'Algérie.

Propos recueillis par Safia Berkouk

L'AIE a récemment revu légèrement à la hausse ses prévisions de la demande pétrolière mondiale en 2010. Y a-t-il des signes qui justifient, selon vous, ce regain d'optimisme ?

L'AIE prévoit une demande de l'ordre de 86.2 Mbj qui commencerait à se raffermir à partir du 2^e trimestre où elle atteindrait 85.5 Mbj pour ensuite s'installer structurellement au-dessus de 86 Mbj. Dans ce scénario, la croissance serait tirée par la demande OCDE qui se rapprocherait des 46 Mbj, alors que la demande non OCDE stagnerait autour de 41 Mbj.

L'anticipation de l'AIE suppose d'une part la constitution de stocks en Chine qui contiendraient relativement la pression de ce pays sur la demande, d'autre part que la croissance de la demande non OCDE approcherait en quelque sorte d'un plateau, ce que nous contestons absolument. Notre thèse est que tous les pays ne sortiront pas de la crise comme ils y sont rentrés. Certains, les pays émergents, la Chine et l'Inde essentiellement, ont profité des bas prix des matières premières et des importants bas de laine qu'ils se sont déjà constitués. Ils sortent plus tôt de la crise. Les grands pays OCDE contiennent péniblement leur récession par des politiques budgétaires, alors que le système financier international est sévèrement abîmé, que la capacité des banques à financer l'économie est encore précaire. Ils pourraient s'essouffler faute de réels moteurs de croissance dans ces économies. L'AIE fait le pari d'une stabilisation de la situation économique, ce qui nous semble encore hasardeux.

Je veux ajouter que ce que nous vivons n'est pas une crise baissière. Bien au contraire, si l'on considère l'épuisement des réserves mondiales et l'apparition en Chine, l'Inde et les pays émergents en général, de nouveaux moteurs pour la demande, les prix sont structurellement orientés à la hausse sur le long terme. Des pays qui font des croissances à deux chiffres auront beau gagner en élasticité énergétique et en substitution énergétique, ils finiront par altérer les grands équilibres énergétiques mondiaux. Nous sommes assis sur un baril de poudre. Le problème est que la crise économique a brutalement tiré les prix vers le bas, tirant avec eux l'investissement (-16% cette année) pour créer les capacités nécessaires afin de faire face à la demande future (8358 milliards de dollars sont nécessaires d'ici 2030), voire mettre au point les substituts. Je pense que les prix se raffermiront en 2010 et que le premier semestre sera marqué d'une part par la reprise encore timide de la demande, d'autre part, par la Spare Capacity (surplus de capacité), la capacité inutilisée de l'OPEP qui s'est accrue à mesure que le cartel a réduit sa production pour défendre les prix et qui serait proche des



8 Mbj. Tous ces facteurs maintiendraient au mieux les prix à leurs niveaux actuels. Le second semestre devrait voir les prix atteindre structurellement un niveau de 100 dollars le baril du fait des dynamiques à l'œuvre évoquées plus haut.

L'équilibre du marché pétrolier tient à peu de choses. Pensez-vous que le scénario du 2^e semestre 2008 peut encore se reproduire ?

Sur les marchés à terme, les prix sont orientés à la hausse. Le consensus des experts n'exclut pas néanmoins un scénario en dos de chapeau pour les prix, c'est-à-dire une forte hausse à laquelle succèdera une chute des prix. La première raison est que le marché pétrolier, fortement interconnecté avec les marchés financiers continue à subir des évolutions erratiques et est complètement déconnecté des fondamentaux. Voyez comme les prix se sont relativement raffermis le second semestre 2009 alors que la demande était prévue en baisse et les stocks de l'ordre de 62 jours de fonctionnement, sans compter les stocks en mer.

Le marché est bien approvisionné. Les stocks ont baissé de 2.1 Mbj le dernier trimestre, mais restent supérieurs à leur moyenne des cinq dernières années. C'est vous dire toute la complexité de ces évolutions contrastées. La seconde raison est que les prix ont tout lieu de subir des pressions haussières du fait de la bonne résistance des grands consommateurs que sont la Chine et l'Inde. Ces pressions haussières ne pourront pas être supportées par une économie mondiale convalescente, surtout par les Etats-Unis (22.5% de la demande mondiale). De plus, l'effet de balancier exercé par le dollar sur les prix du pétrole qui montent lorsqu'il baisse et baissent lorsqu'il se raffermi est un effet pervers qui brouille la perspective et agit négativement sur les jeux d'acteur. Le recours au pétrole comme valeur refuge a montré ses dangers l'été 2008, faisant dégringoler les prix d'un niveau de 147 dollars le baril en juillet à un niveau de 32 dollars en décembre.

Le problème qui va se poser pour l'économie mondiale est simple : le dollar va rester vraisemblablement faible, les pays émergents sortent plus vite de la crise et vont tirer la demande, deux conditions à elles seules pour tirer les prix vers le haut, cela alors que la reprise de l'économie mondiale est de notre point de vue artificielle car elle a un trop fort contenu budgétaire. Elle ne peut pas durer. Toutes ces données nous amènent à penser d'abord que nous nous acheminons vers une sortie de crise en double creux c'est-à-dire en U, peut-être même en W avec une nouvelle dépression. Les prix des commodities ne répondent pas de la même manière. Si les prix du pétrole se raffermissent, ceux du gaz s'orientent à la baisse du fait de l'arrivée de nouvelles capacités sur le marché et du tarissement du débouché américain du fait du développement exceptionnel et imprévu des gaz non conventionnels. Ainsi, si je partage l'avis des experts comme Nouriel Roubini qui pensent que la récession durera encore en 2010, en tant que pétrolier je pense aussi que des risques systémiques forts sont encore prégnants et des dynamiques très dangereuses à l'œuvre.

En 2009, les recettes de l'Algérie ont chuté de 50%. A quelles perspectives devons-nous nous attendre en 2010 pour notre pays ?

En effet, les recettes ont baissé de moitié alors que les importations ont été difficilement contenues. Nous avons frôlé le déficit commercial. Voilà les choses dites en deux phrases. L'année 2010 devrait voir les prix du pétrole en moyenne annuelle légèrement progresser. Mais les prix du gaz sont orientés à la baisse et les acheteurs seraient aussi tentés à prendre les volumes minimum des contrats de take or pay. La Russie en souffre cruellement et proteste vivement contre cet état de fait. Il est clair que sur les marchés européens, la coexistence de transactions de court et long termes et la concurrence gaz-gaz va finir par profiter aux logiques de court terme qui finiront par dominer. Le gaz moyen-oriental,

qatari pour l'essentiel, va peser durement sur les prix de même que le tarissement du débouché américain. Tous ces faits m'amènent à dire qu'il est urgent d'aller vers de nouvelles approches, et nous n'avons que trop tardé. L'Algérie a les moyens de s'imposer en tant qu'acteur énergétique, non pas seulement comme source. Et c'est là où nous avons le plus de marge de progrès. Pour cela, il nous faut muscler davantage nos acteurs énergétiques et leur assigner comme mission de se positionner pour tirer avantage des restructurations en cours. L'Europe est notre marché naturel. Le meilleur moyen de le protéger est de s'y imposer comme acteur en nous y intégrant vers l'aval et la génération électrique, y compris en développant des intégrations croisées qui engloberaient le développement de nos gisements et notre déploiement sur les marchés finaux pour y vendre au client final des molécules de gaz et des kilowatt-heures. Pour cela, nous devons nous doter d'un réel champion national en développant résolument Sonatrach autour de la technologie et en l'orientant vers une fusion avec Sonelgaz. Car la tendance actuelle est à la mutation des compagnies pétrolières en compagnies énergétiques. Il nous faut aussi faire des acquisitions à l'étranger de sociétés liées à l'énergie et de sociétés de haute technologie portant sur les services pétroliers. Nous avons une fenêtre d'opportunité encore entrebâillée. Dans peu de temps tout ne sera plus possible, car d'autres acteurs s'y seront imposés à notre place. Il faut agir vite et résolument.

Selon vous, jusqu'à quand l'Algérie pourra-t-elle continuer à fonder son économie sur les recettes pétrolières ?

D'abord, au vu des anticipations que j'ai présentées plus haut, vous voyez l'urgence nécessaire de déconnecter le développement national d'un marché des hydrocarbures de plus en plus imprévisible et chaotique. Pour cela, il nous faut changer de paradigme. Le pétrole et le gaz sont notre chance historique de développement, à la condition que nous considérions notre expérience comme un levier pour aller à la conquête du monde. Nos réserves sont limitées : 16,8 ans pour le pétrole et 54 ans pour le gaz, nos gisements vieillissent. Mais notre expertise est réelle et reconnue, nos cadres sont brillants, même s'ils sont souvent marginalisés et découragés, notre jeunesse est dynamique, motivée et profondément patriote. Il faut revenir au patriotisme économique. Il faut fonder le développement pétrolier et gazier sur les potentialités nationales et croire en nos capacités à constituer une puissante compagnie énergétique en mesure d'entrer dans le top ten des compagnies pétrolières, en mesure de rivaliser avec les meilleures. Le pétrole est un métier où les miracles sont possibles. En appuyant son développement énergétique sur les potentialités nationales, sur notre jeunesse, sur nos universités et nos PME, en encourageant l'initiative, l'innovation et l'excellence, en instaurant sur une base moderne le principe de la préférence nationale, en assumant réellement et sans complexe un patriotisme économique, je suis sûr que nous accomplirons des miracles. S. B.